

Note de synthèse des coûts de gestion des espèces exotiques envahissantes en Nouvelle-Calédonie de 2008 à 2013

catherine-greennc

Juin 2014

C. DIONISIO



*Ce projet a été financé par
l'Union Européenne*



I. Contexte de l'étude

Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie globale de gestion des espèces exotiques envahissantes (EEE) en Nouvelle-Calédonie, le Conservatoire des espaces naturels (CEN) et l'Agence de développement économique de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL-Technopole) ont conduit entre mars et juin 2014 une consultation d'acteurs sur la thématique des EEE. L'objectif de cette consultation était de réaliser une synthèse des actions de gestion conduites localement sur les EEE, les coûts associés et de recenser les attentes et les besoins des partenaires en vue de proposer les modalités d'une stratégie et d'un plan d'actions opérationnel de gestion des EEE.

Parallèlement à cette consultation locale, le Ministère de l'Écologie (MEDDE), en cours d'élaboration de sa propre stratégie nationale de gestion des EEE, a sollicité en juin 2014 le CEN et la Direction de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement, via le Muséum National d'Histoire Naturelle (en tant que coordinateur de la stratégie nationale EEE), afin d'obtenir une estimation des actions de gestion et des coûts liés à ces interventions sur la période 2009-2013.

Le terme « action de gestion » désigne dans le cadre de cette étude l'ensemble des actions entreprises dans le cadre de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes :

- prévention des introductions,
- détection précoce et réaction rapide,
- sensibilisation, communication, formation
- gouvernance ;
- amélioration des connaissances ;

- gestion opérationnelle. On parlera de gestion opérationnelle pour désigner uniquement des actions de confinement, d'éradication ou de régulation de populations d'espèces exotiques envahissantes.

Ces 6 thématiques ont été définies dans le cadre du travail qu'a mené le Groupe Espèces Envahissantes de 2004 à 2012.

Cette note présente synthétiquement une première analyse des données de coûts de gestion des EEE identifiées en Nouvelle-Calédonie pour la période 2008-2013.

II. Méthodologie

Dans le cadre de la consultation locale des partenaires sur la stratégie locale de gestion des EEE en Nouvelle-Calédonie, la question sur les dépenses liées à la gestion des EEE a été posée dans un questionnaire transmis par voie électronique. 128 structures ont été sollicitées pour participer à cette consultation, parmi lesquelles 14 ont chiffré 28 actions de gestion entre 2002 et 2016.

La sollicitation complémentaire des acteurs dans le cadre de l'enquête du MEDDE a permis d'accroître le nombre de réponses et d'enrichir la base de données. Suite à cette seconde sollicitation des partenaires, 47 actions supplémentaires ont été mentionnées, avec la participation de 3 structures supplémentaires, et des compléments d'information sur des actions de gestion préalablement citées par 5 autres structures, soit en définitive 75 actions de gestion mentionnées par 22 structures entre 2002 et 2016 (*figure 1*).

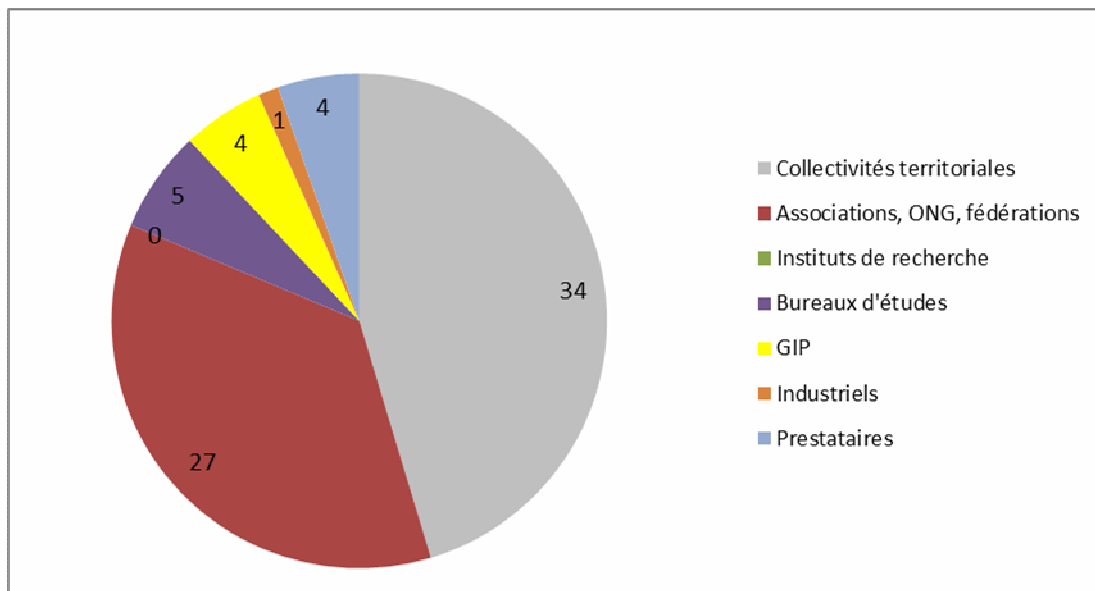


Figure 1 : Nombre d'actions de gestion chiffrées déclarées par structure dans le cadre des consultations d'acteurs pour la période 2002-2016.

La plupart des indications de coûts des actions de gestion ont été transmises par les collectivités territoriales et le milieu associatif.

Les données collectées à l'occasion de ces deux consultations ont été compilées avec les éléments préalablement rassemblés dans la synthèse bibliographique (Dionisio, 2014) et notamment sur la base du rapport de Héquet (2009), et catégorisées en 6 thématiques définies par le Groupe Espèces Envahissantes (voir encadré ci-dessus). Un focus sur la période 2008-2013 est présenté dans les parties qui suivent.

III. Résultats

III-1. Données brutes

Le cumul des données obtenues par les consultations (75 actions) et la synthèse bibliographique indique un total de 89 actions de gestion des EEE.

La fourchette des coûts unitaires indiqués dans l'ensemble des réponses s'échelonne entre 100 000 et 800 000 000 FCFP pour la période 2008-2013.

La somme totale des coûts de gestion des EEE est de 2,7 milliards de FCFP (2 785 121 446 FCFP) pour l'ensemble de la période 2008-2013, quelle que soit la nature de l'action de gestion.

NB : Certaines actions pluriannuelles ont été regroupées (ex : mis en défens de parcelles de forêt sèche, études sur les EEE menaçant les forêts sèches).

III-2. Nature des actions de gestion

La [figure 2](#) ci-dessous présente la répartition des 89 actions de gestion recensées suivant leur nature :

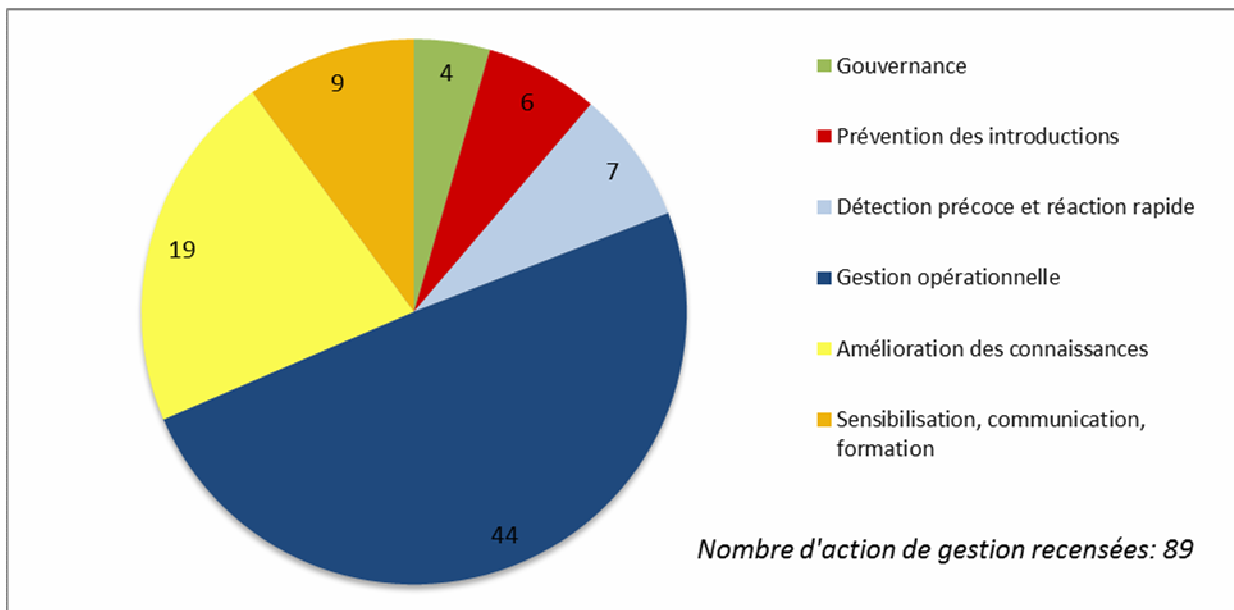


Figure 2 : Nature des actions de gestion des EEE en Nouvelle-Calédonie sur la période 2008-2013

Les travaux de gestion opérationnelle correspondent aux actions les plus fréquemment mises en place par les partenaires (49% des actions recensées). L'amélioration des connaissances sur les EEE (études, expertises, recherche) est la seconde thématique la plus représentée avec 21% des actions recensées.

III-3. Répartition des coûts par nature de l'action de gestion

La figure 3 ci-dessous présente les dépenses totales allouées à la lutte contre les EEE suivant la nature des actions de gestion :

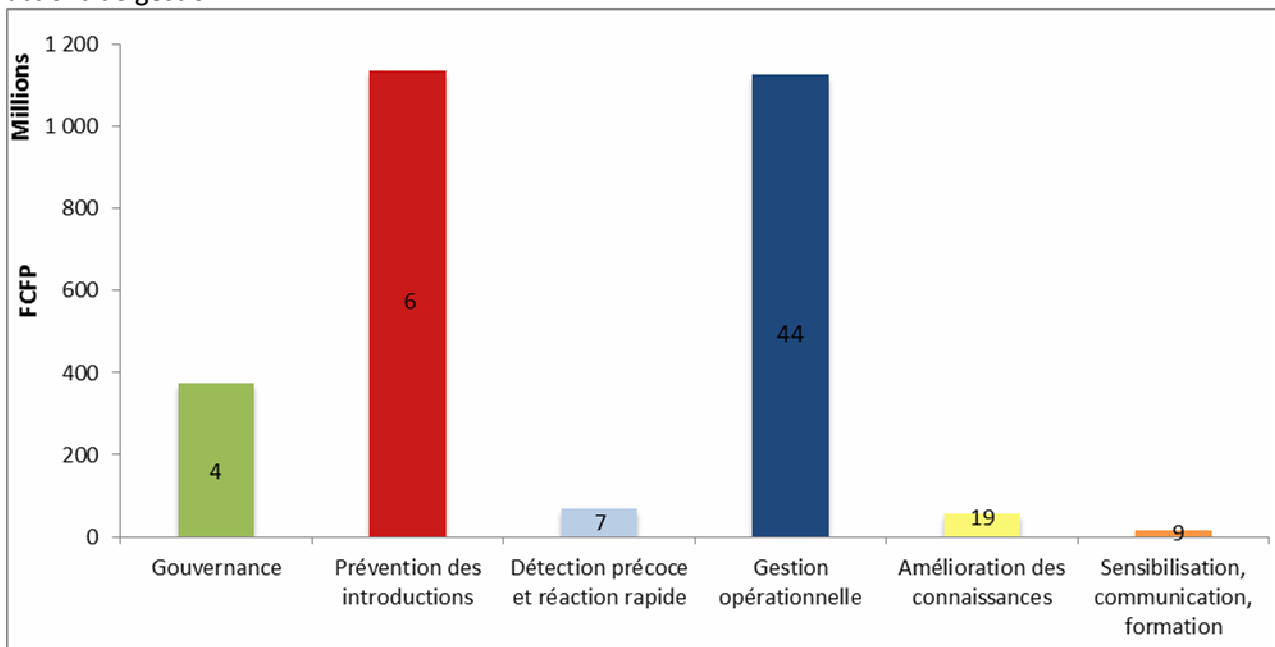


Figure 3 : Coût total et nombre des actions de gestion des EEE en fonction de leur nature pour la période 2008-2013

La gestion opérationnelle des EEE et la prévention des introductions sont les deux premiers postes de dépenses, puisque ces deux types d'actions ont fait chacun l'objet de plus d'un milliard de francs de dépenses sur la période 2008-2013 (2 267 084 785 FCFP cumulés). Le coût moyen des actions de gestion

opérationnelle (25 M FCFP) est néanmoins inférieur au coût moyen des actions de prévention des introductions (189 M FCFP) : cette différence s'explique par les moyens importants investis par la DAVAR dans la prévention des introductions d'EEE sur le territoire, notamment avec la construction d'une quarantaine zoosanitaire pour 800 M FCFP, et le fonctionnement du service d'inspection sanitaire vétérinaire, alimentaire et phytosanitaire (contrôle aux frontières, attribution des permis d'importation, etc).

Les dépenses liées à la gouvernance concernent notamment le financement du fonctionnement des structures dédiées à la gestion des EEE : le centre de régulation des gros gibiers (CREG) de 2008 à 2012 puis le CEN-PEE (pôle espèces envahissantes du CEN) à partir de 2013.

Une dépense cumulée relativement faible a été dédiée aux trois autres types d'action (142 126 172 FCFP cumulés).

III-4. Répartition annuelle des coûts de gestion

La *figure 4* ci-dessous indique l'évolution annuelle des dépenses liées à la gestion des EEE, en fonction de la nature de l'action :

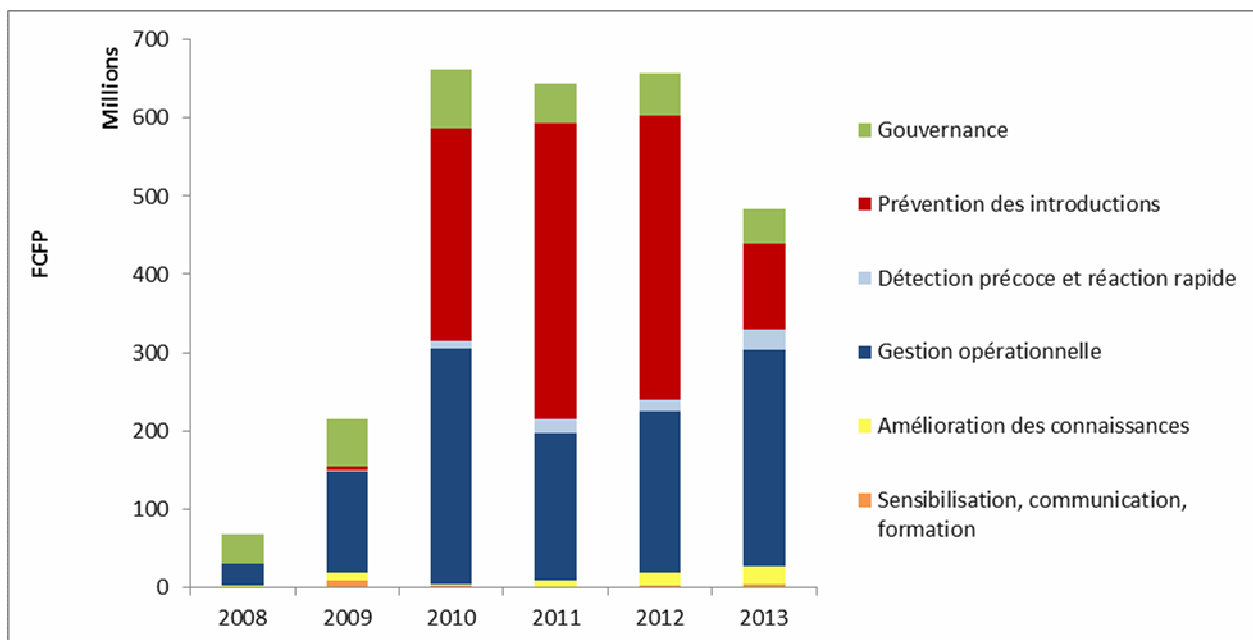


Figure 4 : Coûts de gestion des EEE par année sur la période 2008-2013.

Les dépenses allouées à la lutte contre les EEE ont été multipliées par 7 entre 2008 et 2013. Plusieurs éléments sont à prendre en compte :

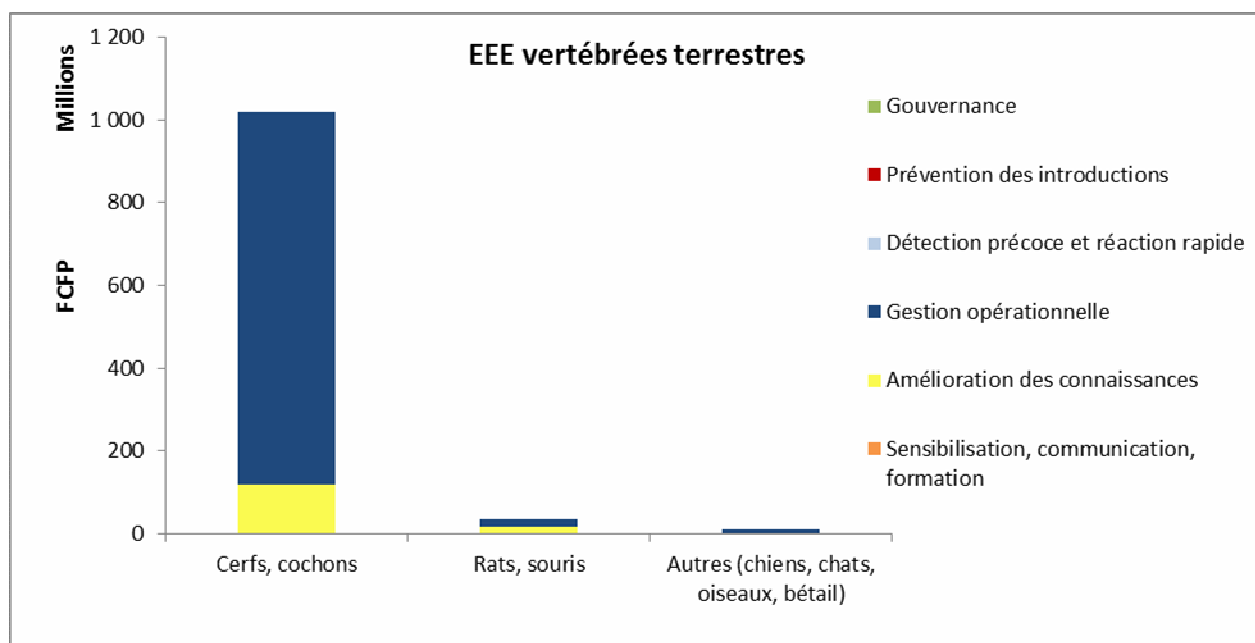
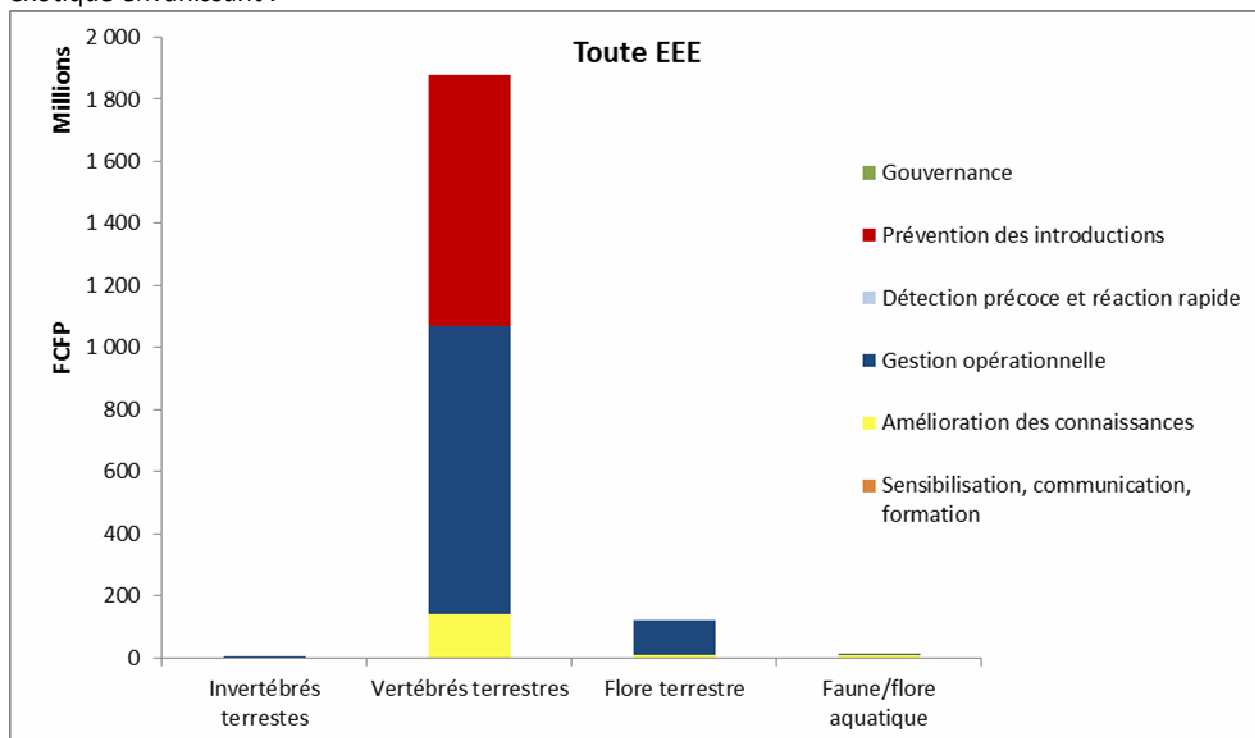
- la montée en puissance des dépenses liées à la prévention des introductions, au cours de la période 2010 à 2012 : cette augmentation s'explique par l'investissement important dédié à la construction d'une nouvelle quarantaine zoo sanitaire par la DAVAR (800 000 000 FCFP de 2010 à 2012) ;

- la gestion opérationnelle des EEE représente le second poste de dépense le plus conséquent, excepté en 2008. A partir de mi-2008, la mise en place des primes aux mâchoires de cerfs et de cochons (356 748 000 FCFP entre 2008 et 2013) et de subvention de barrières anti-cerfs autour d'exploitations agricoles, recensés depuis 2009 (219 803 400 FCFP sur la période 2009-2013), a fait évoluer le budget total dédié à la gestion opérationnelle des EEE ;

- les dépenses liées à la gouvernance restent relativement constant sur la période considérée.

III-5. Répartition des coûts par groupe d'organisme exotique envahissant

Les figures 5 et 6 ci-dessous représentent la répartition des dépenses suivant le groupe d'organisme exotique envahissant :



Figures 5 et 6 : Répartition des coûts de gestion spécifiques par groupe d'organismes exotiques envahissants, sur la période 2008-2013.

NB : L'ensemble des actions de gestion chiffrées recensées n'est pas intégré à ces graphiques puisque certaines actions sont multi-espèces (ex : exposition sur les EEE, gouvernance, etc).

Le graphique met en évidence une prédominance des dépenses sur la gestion des vertébrés terrestres : rat, souris domestique, cerf rusa, cochon feral, chèvre et bétail ensauvagés, chien errant et chat haret, oiseau exotique envahissant. Ces actions de gestion concernent surtout de la gestion opérationnelle, de la

prévention des introductions (notamment avec la construction de la quarantaine zoosanitaire de la DAVAR dédiée aux vertébrés terrestres), mais également de l'amélioration des connaissances.

Un focus sur la répartition des coûts de gestion liés aux vertébrés terrestres (sans les dépenses liées à la construction de la quarantaine) montre que la majorité des financements sont dédiés à la gestion des cerfs et des cochons.

IV. Conclusions et perspectives

Dans la limite des données fournies par les différents acteurs, cette présente note propose un premier aperçu des dépenses allouées à la gestion des EEE en Nouvelle-Calédonie sur une période de 6 ans.

Compte tenu des données fournies et sur la période considérée, plusieurs éléments sont mis en évidence :

- les travaux de gestion opérationnelle d'EEE (éradication, confinement, régulation des populations) sont les actions les plus fréquemment mis en oeuvre ;
- la gestion opérationnelle des EEE et la prévention des introductions sont les deux premiers postes de dépenses dans la lutte contre les EEE ;
- les dépenses allouées à la gestion des EEE sont globalement en augmentation, notamment concernant la prévention des introductions.
- la majorité des dépenses concernent la gestion des vertébrés terrestres (essentiellement les mammifères), notamment sur de la lutte opérationnelle.

Ces résultats sont cependant à nuancer. L'information sur les coûts de gestion reste difficile à obtenir, puisque seules 22 structures sur plus d'une centaine sollicitée ont fourni des données chiffrées sur leurs actions. Par ailleurs, 75 actions sur les 200 répertoriées dans le cadre des consultations, ont été chiffrées par les partenaires.

De plus, l'information n'est pas toujours homogène : selon les réponses obtenues, il n'a pas été systématiquement indiqué si les dépenses comprenaient l'ensemble des coûts associés (personnel, logistique, matériel, etc), ou sur quelle durée elles s'échelonnaient (répartition financière par année pour les actions pluriannuelles, début de l'action).

L'ensemble du territoire n'est pas couvert par cette analyse des coûts, très peu d'actions de gestion ayant été recensées et chiffrées menées sur les îles Loyautés.

Ainsi, les données analysées génèrent une sous-estimation des coûts de la gestion des EEE en Nouvelle-Calédonie, et une incertitude quant à leur représentativité sur l'ensemble des actions menées.

Dans la mesure où le financement des actions de gestion constitue une contrainte importante dans la gestion des EEE et que l'analyse des coûts peut jouer un rôle important dans les prises de décision des gestionnaires et des financeurs, il apparaît judicieux de préciser si possible ces informations et notamment :

- l'intégralité des actions de gestion effectuées par l'ensemble des acteurs ;
- le détail des coûts de gestion par espèces ou groupe d'espèce ;
- la différenciation des coûts de gestion par méthode de lutte opérationnelle (chimique, mécanique, biologique) ;
- la précision des dépenses indiquées (matériel, personnel, détails par années par les actions pluriannuelles, etc).

Enfin, ces dépenses seraient utilement à confronter aux coûts des impacts et aux bénéfices induits par les EEE dont l'estimation est complexe et n'a fait l'objet que de rares études préliminaires (Floret 2012 ; Jamet 2013).

V. Bibliographie

DIONISIO C., 2014. Mise en place d'une stratégie relative aux espèces exotiques envahissantes en Nouvelle-Calédonie : état des lieux bibliographique. ADECAL-Technopole/CEN. 70pp.

FLORET A., 2013. Etude socio-économique des cerfs et cochons envahissants en Province-Nord, Nouvelle-Calédonie (mars). Document non publié. ICONE. Paris. 54 pp.

HEQUET V., 2009. Proposition pour la mise en place d'une cellule de veille et de détection précoce des espèces envahissantes en Nouvelle-Calédonie. IRD/ AMAP. Nouméa. 44 pp.

JAMET V., 2013. « Vivre avec les espèces envahissantes », l'exemple du cerf rusa et du cochon feral dans la communauté kanak, commune de Touho, Nouvelle-Calédonie. SCO/ISTOM. 88 pp.